III. — ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

1. — Rapport du Secrétaire général : projet révisé de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international (Règlement d'arbitrage de la CNUDCI) [A/CN.9/112]*

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>		<i>Pages</i>
INTRODUCTION	1-20	Décès ou démission d'un arbitre; incapacité ou carence d'un arbitre (article 12)	163
1) Mandat	1-7	Renseignements concernant les arbitres proposés (article 13)	163
2) Ordonnance du règlement	8-9	<i>Section III. — Procédure arbitrale</i>	164
3) Clause compromissoire ou convention d'arbitrage	10-13	Dispositions générales (article 14)	164
4) Autres éléments qu'il est possible d'ajouter au libellé type de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte	14-20	Lieu de l'arbitrage (article 15)	164
a) Autorité compétente pour la nomination du ou des arbitres	15	Langue (article 16)	164
b) Nombre d'arbitres	16	Requête (article 17)	164
c) Lieu de l'arbitrage	17	Réponse (article 18)	164
d) Langues	18	Déclinatoire de compétence arbitrale (article 19)	164
e) Arbitrages statuant <i>ex aequo et bono</i> ou en qualité d'amiables compositeurs	19	Autres pièces écrites; preuves complémentaires (article 20)	165
f) Libellé type de clause compromissoire ou de convention d'arbitrage distincte	20	Délais (article 21)	165
	<i>Pages</i>	Audiences; témoignages (article 22)	165
RÈGLEMENT D'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL (PROJET RÉVISÉ)		Mesures conservatoires provisoires (article 23)	165
<i>Section I. — Dispositions liminaires</i>	161	Experts (article 24)	165
Champ d'application (article premier)	161	Défaut de présentation de la requête ou de la réponse; défaut de comparution d'une partie (article 25)	166
Modification du règlement (article 2)	161	Renonciation au droit de se prévaloir du présent règlement (article 26)	166
Réception des communications; calcul des délais (article 3)	161	<i>Section IV. — La sentence</i>	166
Notification d'arbitrage (article 4)	161	Forme et effet de la sentence (article 27)	166
Représentation (article 5)	161	Loi applicable (article 28)	166
<i>Section II. — Nomination des arbitres</i>	161	Transaction ou autres motifs de clôture de la procédure (article 29)	166
Nombre d'arbitres (article 6)	161	Interprétation de la sentence (article 30)	166
Nomination d'un arbitre unique (article 7)	162	Rectification de la sentence (article 31)	167
Nomination de trois arbitres (article 8)	162	Sentence additionnelle (article 32)	167
Récusation d'arbitres (articles 9 à 11)	163	Frais (article 33)	167
		Consignation du montant des frais (article 34)	167

Introduction

1) Mandat

1. A sa sixième session (avril 1973), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a prié le Secrétaire général :

“De préparer, en consultation avec les commissions économiques régionales des Nations Unies et les centres d'arbitrage commercial international, compte dûment tenu du règlement d'arbitrage de la Commission économique pour l'Europe et des règles de la CEAE0 pour l'arbitrage commercial interna-

tional, un projet de règlement d'arbitrage qui serait utilisé à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international¹.”

2. La version initiale de ce projet de règlement d'arbitrage a été établie par le Secrétariat en consultation avec le P^r Pieter Sanders (Pays-Bas), qui a agi en qualité de consultant auprès du Secrétariat. Sur l'invitation du Secrétariat, le Comité international

¹ Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa sixième session, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 17 (A/9017, par. 85) [Annuaire de la CNUDCI, vol. IV : 1973, première partie, II, A]*.

* 7 novembre 1975.

d'arbitrage commercial (connu précédemment sous le nom de Comité international d'organisation) du Congrès international de l'arbitrage, organisme composé de représentants des centres d'arbitrage commercial international et des experts dans ce domaine, a nommé un groupe consultatif de quatre experts qui ont été chargés de tenir des consultations avec le Secrétariat au sujet du projet de règlement d'arbitrage². Le Groupe consultatif a présenté des commentaires sur deux versions du projet de règlement d'arbitrage.

3. Un projet de règlement intitulé "Avant-Projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international" (reproduit dans le document A/CN.9/97)* a été ensuite communiqué pour observations aux commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies et à quelque 75 centres d'arbitrage commercial international. Cet avant-projet de règlement a été également examiné au cinquième Congrès international d'arbitrage, qui s'est tenu à New Delhi (Inde) du 7 au 10 janvier 1975. Les observations qui ont été faites et les modifications qui ont été suggérées à cette réunion au sujet de l'avant-projet ont été reproduites dans le document A/CN.9/97/Add.2*. Le cinquième Congrès international d'arbitrage a également adopté une résolution sur l'avant-projet dans laquelle il a approuvé les principes de l'avant-projet de règlement et encouragé la CNUDCI, à la lumière des observations dont cet avant-projet avait fait l'objet, à en arrêter le texte définitif et à le publier en vue de son utilisation aussitôt que possible³.

4. Etant donné que la plupart des centres d'arbitrage commercial international étaient représentés au cinquième Congrès international d'arbitrage, et qu'ils ont présenté directement leurs observations aux deux groupes de travail créés par ce congrès, le Secrétariat a reçu peu de réponses de ces centres. Des réponses ont été reçues de la Commission économique pour l'Europe, de la Chambre de commerce internationale et de la Chambre de commerce d'Argentine (reproduites dans le document A/CN.9/97/Add.1)*, du Gouvernement norvégien, de la Chambre de commerce hongroise, de la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial et de la Banque interaméricaine de développement (reproduites dans le document A/CN.9/97/Add.3)*, et de la Commission des communautés européennes (reproduite dans le document A/CN.9/97/Add.4)*.

5. L'"Avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international" ainsi que les obser-

vations et réponses susmentionnées ont été soumis pour examen à la Commission; à sa huitième session (Genève, 1^{er}-17 avril 1975). A cette session, la Commission a décidé que, dans son examen de l'avant-projet de règlement d'arbitrage, elle se concentrerait sur les notions fondamentales dont s'inspirait l'avant-projet et sur les principales questions traitées dans ses divers articles. La Commission a décidé en outre qu'à cette session elle n'adopterait pas de conclusions définitives sur les questions de fond et que ses délibérations auraient principalement pour objet d'examiner d'une manière générale l'avant-projet dans son ensemble. Le rapport de la Commission sur les travaux de sa huitième session donne un résumé de ces délibérations (A/10017, annexe 1)**. A l'issue de ses délibérations, la Commission a décidé de prier le Secrétaire général :

a) D'établir un projet de règlement révisé, compte tenu des observations formulées sur l'avant-projet au cours de la huitième session de la Commission; et

b) De présenter à la Commission le projet de règlement d'arbitrage révisé à sa neuvième session.

6. Conformément à cette demande, le Secrétariat a élaboré deux documents en consultation avec le P^r Pieter Sanders, qui a continué d'agir en qualité de consultant en la matière auprès du Secrétariat⁴. Le présent document contient un texte intégré de projet de règlement d'arbitrage, qui est basé sur l'avant-projet de règlement que la Commission a examiné à sa huitième session et qui tient compte des observations et suggestions faites à cette session⁵. Un second document (A/CN.9/113)* reproduit un texte contenant, sur certains problèmes, des dispositions qui reflètent les observations et suggestions non retenues dans le texte intégré. Ce texte est parfois présenté sous forme de variantes.

7. Pour l'établissement du projet, il a été tenu compte des conventions internationales suivantes :

— New York 1958	Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères
— Genève 1961	Convention européenne sur l'arbitrage commercial international
— Washington 1965	Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats

Les règlements d'arbitrage ci-après ont également été pris tout particulièrement en considération :

* Reproduit dans l'Annuaire de la CNUDCI, vol. VI : 1975, deuxième partie, III.

² Le Groupe consultatif était composé comme suit :

- M. Carlos A. Dunshee de Abranches, directeur général de la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial;
- M. le P^r Tokusuke Kitagawa, Université métropolitaine de Tokyo;
- M. Donald B. Straus, président de l'Institut de recherche de l'Association américaine d'arbitrage;
- Le P^r Heinz Strohbach, Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce de la République démocratique allemande.

³ Le texte de cette résolution est reproduit à l'annexe IV du document A/CN.9/97/Add.1.

* Reproduit plus loin dans le présent volume, deuxième partie, III, 3.

** Reproduit dans l'Annuaire de la CNUDCI, vol. VI : 1975, première partie, II, 1.

⁴ Le Secrétariat exprime sa reconnaissance au P^r Pieter Sanders pour l'assistance qu'il lui a prêtée lors de l'établissement de ces documents.

⁵ Un commentaire sur le texte intégré de projet de règlement d'arbitrage est publié sous la cote A/CN.9/112/Add.1, reproduit plus loin dans le présent volume, deuxième partie, III, 2.

— Règlement de la CEE	Règlement d'arbitrage de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, 1966
— Règlement de la CEAO	Règlement d'arbitrage commercial international de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (appelée désormais Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique), 1966
— Règlement de la CCI	Règlement de conciliation et d'arbitrage de la CCI, 1975
— Règlement de la Commission inter-américaine d'arbitrage commercial	Règlement de procédure de la Commission inter-américaine d'arbitrage commercial
— Règlement de l'Association américaine d'arbitrage	Règlement d'arbitrage commercial de l'Association américaine d'arbitrage
— Règlement de la Chambre de commerce de l'URSS	Règlement de procédure de la Commission d'arbitrage du commerce extérieur de la Chambre de commerce de l'URSS

Il a également été tenu compte des dispositions de divers autres règlements d'arbitrage.

2) Ordonnance du règlement

8. Le règlement est divisé en quatre sections :

- Section I. — Dispositions liminaires (art. premier à 5);
- Section II. — Nomination des arbitres (art. 6 à 13);
- Section III. — Procédure arbitrale (art. 14 à 26);
- Section IV. — La sentence (art. 27 à 34).

9. Conformément à la décision prise par la Commission à sa sixième session, visée au paragraphe 1 ci-dessus, le règlement d'arbitrage proposé est destiné à être utilisé dans les arbitrages où, conformément à l'accord des parties, un litige est soumis pour décision à un arbitre unique ou à un tribunal d'arbitrage de trois membres désigné spécialement (*ad hoc*) pour régler le litige en question.

3) Clause compromissoire ou convention d'arbitrage

10. C'est avant la survenance d'un litige que l'accord tendant à soumettre les litiges à l'arbitrage est normalement conclu, et cet accord est stipulé dans une clause du contrat (clause compromissoire) ou dans une convention d'arbitrage distincte. Il arrive moins souvent qu'une convention d'arbitrage soit conclue dans un document distinct après la survenance d'un litige.

La clause compromissoire ou la convention d'arbitrage conclue séparément doit être rédigée avec soin car elle sert de base juridique à l'arbitrage. On peut noter que la compétence des arbitres ne va pas au-delà de ce que prévoit la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte.

11. Il convient aussi de noter que, conformément au paragraphe 1 de l'article premier du règlement, le règlement ne s'applique que si les parties l'ont expressément prévu par écrit dans une clause compromissoire ou une convention d'arbitrage distincte. Il suffit de prévoir dans une clause compromissoire ou dans une convention d'arbitrage distincte que tous les litiges pouvant naître du contrat seront tranchés conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

12. Cependant, comme une clause compromissoire ou une convention d'arbitrage distincte incomplète ou rédigée de manière inappropriée risquerait de compliquer ou retarder la procédure d'arbitrage, il est recommandé d'adopter le libellé ci-après. Ce libellé détermine clairement la portée de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte et réduit la possibilité que des questions sur le point de savoir si un litige relatif au contrat relève de la compétence des arbitres ne soient soulevées, en donnant à ces derniers le pouvoir de trancher une grande variété de questions. Ce libellé type de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte est le suivant :

“Tout litige, controverse ou réclamation né du présent contrat ou se rapportant au présent contrat, ou une contravention au présent contrat, à sa résolution ou à sa nullité, sera tranché par voie d'arbitrage conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI que les parties déclarent connaître. Tout tribunal compétent en la matière pourra prononcer un jugement homologuant la sentence rendue par l'arbitre ou les arbitres.”

13. La dernière phrase du texte ci-dessus a été ajoutée afin de faciliter la pratique en usage dans certaines juridictions qui consiste à reconnaître force exécutoire non pas à la sentence arbitrale mais à un jugement fondé sur celle-ci et rendu par un tribunal compétent.

4) *Autres éléments qu'il est possible d'ajouter au libellé type de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte*

14. Une clause compromissoire ou une convention d'arbitrage distincte peut avoir une teneur qui dépasse le simple accord des parties de soumettre certaines catégories de litiges à l'arbitrage conformément au règlement. Au cours d'une procédure d'arbitrage, diverses questions peuvent surgir que les parties auraient pu éviter en prévoyant des dispositions appropriées dans la clause compromissoire ou la convention séparée d'arbitrage. En stipulant des dispositions tendant à éviter ces problèmes, le libellé type de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte appellera également l'attention des parties sur ces difficultés éventuelles. Les éléments qu'il est possible d'ajouter concernent les points suivants :

a) *Autorité compétente pour la nomination du ou des arbitres*

15. Le règlement prévoit que, dans certains cas, les arbitres sont nommés par une "autorité compétente". Cette autorité compétente intervient lorsque les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le choix d'un arbitre unique (art. 7, par. 3 et 6) ou d'un arbitre-président (art. 8, par. 5 et 8), ainsi que lorsque, dans le cas d'un tribunal d'arbitrage de trois membres, une partie ne nomme pas d'arbitre (art. 8, par. 3). Le règlement prévoit également qu'une décision sera prise par l'autorité compétente en cas de récusation d'un arbitre (art. 11, par. 1). Le règlement autorise les parties à convenir de la désignation d'une autorité compétente qui peut être une personne physique ou une institution. Les parties peuvent convenir de la désignation d'une autorité compétente dans une clause compromissoire ou une convention séparée d'arbitrage, ou à un stade ultérieur, après la survenance du litige à soumettre à l'arbitrage. Le règlement prévoit aussi une procédure de désignation de l'autorité compétente lorsque les parties n'ont pas procédé à cette désignation (art. 7, par. 4, et art. 8, par. 3 et 6). Cependant, étant donné que la désignation d'une autorité compétente par les parties avant le début de la procédure d'arbitrage peut accélérer la nomination des arbitres et la décision sur les récusations éventuelles, il est recommandé de désigner l'autorité compétente dans la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte en ajoutant au libellé ce qui suit :

"En outre, les parties sont convenues que :

"i) L'autorité compétente pour la nomination du ou des arbitres sera . . ." [nom de la personne ou de l'institution].

b) *Nombre d'arbitres*

16. Les parties peuvent décider, en vertu de l'article 6 du règlement, si leur litige sera entendu par un arbitre unique ou par un tribunal d'arbitrage composé de trois membres. Les parties peuvent convenir du nombre d'arbitres dans la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte, ou une fois seulement qu'elles connaissent les détails du litige à soumettre à l'arbitrage. Lorsque le nombre d'arbitres peut être établi au moment de la conclusion de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte, une mention de ce nombre portée dans la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte permettrait d'accélérer la procédure d'arbitrage. Cette indication pourrait être libellée comme suit :

"En outre, les parties sont convenues que :

"Le nombre d'arbitres est fixé à . . ." [un ou trois].

c) *Lieu de l'arbitrage*

17. Conformément au paragraphe 1 de l'article 15, le lieu de l'arbitrage est celui qui est convenu entre les parties. A défaut d'un tel accord, ce lieu est déterminé par les arbitres. En outre, le paragraphe 4 de l'article 15 prévoit que la sentence doit être rendue au lieu de

l'arbitrage. Au moment de la conclusion de la convention d'arbitrage, il se peut que les parties ne souhaitent pas choisir le lieu de l'arbitrage, étant donné que le lieu le plus approprié peut dépendre de la nature et des circonstances du litige particulier qui sera soumis à l'arbitrage. Lorsqu'il est possible de choisir le lieu de l'arbitrage au moment de la conclusion de la convention d'arbitrage, ce choix peut être mentionné comme suit dans le texte de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage distincte :

"En outre, les parties sont convenues que :

"Le lieu de l'arbitrage sera . . ." [ville ou pays].

d) *Langues*

18. Le paragraphe 1 de l'article 16 prévoit que la langue, ou les langues, à utiliser pour la procédure d'arbitrage est déterminée par accord entre les parties. A défaut d'un tel accord, les arbitres déterminent la langue ou les langues à utiliser conformément aux dispositions dudit paragraphe. Les parties peuvent juger souhaitable de trancher cette question dans la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte en prévoyant ce qui suit :

"En outre, les parties sont convenues que :

La langue (les langues) à utiliser pour la procédure d'arbitrage sera (seront) . . ." [langue(s)].

e) *Arbitres statuant ex aequo et bono ou en qualité d'amiables compositeurs*

19. Le paragraphe 3 de l'article 28 prévoit que les arbitres ne peuvent trancher un litige qui leur est soumis en statuant *ex aequo et bono* ou en qualité d'amiables compositeurs que si les parties les y ont expressément autorisés et si la loi régissant l'arbitrage dans le pays où la sentence est rendue le permet. Les parties peuvent souhaiter autoriser, dans la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte, les arbitres à statuer ainsi.

f) *Libellé type de clause compromissoire ou de convention d'arbitrage distincte*

20. Compte tenu des observations précédentes, le libellé suivant est proposé pour la clause compromissoire ou la convention d'arbitrage distincte :

"Tout litige, controverse ou réclamation né du présent contrat ou se rapportant au présent contrat ou à une contravention au présent contrat, à sa résolution ou à sa qualité, sera tranché par voie d'arbitrage conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI que les parties déclarent connaître. Tout tribunal compétent en la matière pourra prononcer un jugement homologuant la sentence rendue par l'arbitre ou les arbitres.

"En outre, les parties sont convenues que :

"a) L'autorité compétente pour la nomination du ou des arbitres sera . . ." [nom de la personne ou de l'institution];

"b) Le nombre d'arbitres est fixé à . . ." [un ou trois];

“c) Le lieu de l'arbitrage sera . . . [ville ou pays];

“d) La langue (les langues) à utiliser pour la procédure d'arbitrage sera (seront) . . . ;

“[e] Si les parties le jugent souhaitable, autorisation pour les arbitres de statuer *ex aequo et bono* ou en qualité d'amiables compositeurs.]”

Règlement d'arbitrage commercial international (projet révisé)

SECTION I. — DISPOSITIONS LIMINAIRES

Champ d'application

Article premier

1. Le présent Règlement s'applique lorsque les parties à un contrat sont convenues, par une convention écrite se référant expressément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, de trancher conformément à ce dernier les litiges nés dudit contrat.

2. On entend par “parties” les personnes physiques ou morales, y compris les personnes morales de droit public.

3. On entend par “convention écrite” une clause compromissoire stipulée dans un contrat ou une convention d'arbitrage distincte, y compris une convention contenue dans un échange de lettres signées par les parties ou dans un échange de télégrammes ou de messages télex.

4. On entend par “litiges nés dudit contrat” les litiges existants ou futurs qui naissent d'un contrat conclu entre les parties ou se rapportant audit contrat ou à contravention audit contrat, à sa résolution ou à sa nullité.

Modification du règlement

Article 2

Les parties peuvent à tout moment convenir par écrit de modifier toute disposition du présent Règlement, y compris tous délais fixés par le présent Règlement ou conformément à celui-ci.

Réception des communications; calcul des délais

Article 3

1. Aux fins du présent Règlement, une notification, une communication ou une proposition adressée par une partie à l'autre est réputée être arrivée à destination le jour de sa remise à la résidence habituelle ou au siège de l'autre partie ou, à défaut, à sa dernière résidence ou son dernier siège connu.

2. Aux fins du calcul d'un délai prescrit par le présent Règlement, ledit délai commence à courir le jour où la notification, la communication ou la proposition est arrivée à destination, lequel est compté comme premier jour du délai. Si le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé au lieu de la résidence ou du siège du destinataire, le délai est prorogé jusqu'au pre-

mier jour ouvrable suivant. Les jours fériés et chômés qui tombent pendant que court le délai sont comptés.

Notification d'arbitrage

Article 4

1. La partie qui prend l'initiative de recourir à l'arbitrage (ci-après dénommée “le demandeur”) notifie à l'autre partie (ci-après dénommée “le défendeur”) qu'elle invoque une clause compromissoire ou une convention d'arbitrage distincte conclue par les parties.

2. La procédure d'arbitrage est réputée commencer à la date à laquelle cette notification (ci-après dénommée “notification d'arbitrage”) est remise à la résidence habituelle ou au siège du défendeur, ou à défaut à sa dernière résidence ou son dernier siège connu.

3. La notification d'arbitrage contient les indications ci-après, dont la liste n'est pas exhaustive :

a) Les noms et adresses des parties;

b) La mention de la clause compromissoire ou de la convention d'arbitrage invoquée;

c) La mention du contrat duquel est né le litige ou auquel il se rapporte;

d) La nature générale du litige et, le cas échéant, une estimation de la somme sur laquelle il porte;

e) L'objet de la demande;

f) Une proposition quant au nombre d'arbitres (c'est-à-dire un ou trois), à défaut d'accord sur ce point conclu précédemment entre les parties.

Représentation

Article 5

Toute partie peut se faire représenter par un conseil ou un mandataire dès qu'elle a communiqué le nom et l'adresse de l'intéressé à l'autre partie. Cette communication est réputée faite lorsque la notification d'arbitrage, la requête, la réponse ou une demande reconventionnelle ont été déposées au nom d'une partie par un conseil ou un mandataire.

SECTION II. — NOMINATION DES ARBITRES

Nombre d'arbitres

Article 6

Si les parties ne sont pas convenues antérieurement du nombre d'arbitres (c'est-à-dire un ou trois) et si dans les 15 jours de la réception par le défendeur de la notification d'arbitrage du demandeur les parties ne sont pas convenues qu'il n'y aura qu'un seul arbitre, il sera nommé trois arbitres.

*Nomination d'un arbitre unique**Article 7*

1. S'il doit être nommé un arbitre unique, celui-ci doit être d'une nationalité différente que celle des parties.

2. Le demandeur propose au défendeur, par télégramme ou message télex, le nom d'une ou plusieurs personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'arbitre unique. Les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix de l'arbitre unique dans les 30 jours de la réception par le défendeur de la proposition du demandeur.

3. Si à l'expiration de ce délai les parties ne se sont pas entendues sur le choix de l'arbitre unique, ou si avant l'expiration de ce délai elles ont conclu qu'elles ne pourraient pas arriver à un accord à ce sujet, l'arbitre unique est nommé par l'autorité compétente désignée antérieurement par les parties. Si l'autorité compétente désignée antérieurement n'est pas disposée à agir en cette qualité ou n'est pas en mesure de le faire, ou si les parties n'ont pas désigné d'autorité compétente, le demandeur propose au défendeur, par télégramme ou message télex, le nom d'une ou plusieurs institutions ou personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'autorité compétente. Les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix de l'autorité compétente dans les 15 jours de la réception par le défendeur de la proposition du demandeur.

4. Si à l'expiration de ce délai les parties ne se sont pas entendues sur la désignation de l'autorité compétente, le demandeur doit s'adresser :

a) Au Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, ou

b) [Ajouter ici l'organe ou organisme approprié qui sera créé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.]

L'autorité visée à l'alinéa a ou à l'alinéa b peut demander à l'une ou l'autre partie les renseignements dont elle estime avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions. Elle communique aux deux parties le nom de l'autorité compétente qu'elle aura désignée.

5. Le demandeur adresse à l'autorité compétente une copie de la notification d'arbitrage, une copie du contrat duquel est né le litige ou auquel il se rapporte et une copie de la convention d'arbitrage si celle-ci ne figure pas dans le contrat.

6. L'autorité compétente nomme l'arbitre unique en utilisant le système des listes, conformément à la procédure suivante :

- L'autorité compétente communique aux deux parties une liste identique comprenant au moins trois noms;
- Dans les 15 jours de la réception de cette liste, chaque partie peut renvoyer celle-ci à l'autorité compétente après avoir rayé le nom ou les noms auxquels elle fait objection et numéroté les noms restants dans l'ordre de ses préférences;
- A l'expiration du délai susmentionné, l'autorité compétente choisit l'arbitre unique parmi les per-

sonnes dont le nom figure sur les listes qui lui ont été renvoyées conformément à l'ordre de préférence indiqué par les parties.

Si pour une raison quelconque la nomination ne peut se faire conformément à cette procédure, la nomination de l'arbitre unique est laissée à l'appréciation de l'autorité compétente.

L'autorité compétente peut demander à l'une ou l'autre partie les renseignements dont elle estime avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions.

*Nomination de trois arbitres**Article 8*

1. S'il doit être nommé trois arbitres, chaque partie en nomme un. Les deux arbitres ainsi nommés choisissent le troisième qui exerce les fonctions de président du tribunal d'arbitrage.

2. L'arbitre président doit être d'une nationalité différente de celle des parties.

3. Si dans les 15 jours de la réception de la notification du nom de l'arbitre désigné par le demandeur, le défendeur ne lui a pas, à son tour, notifié par télégramme ou message télex le nom de l'arbitre de son choix, le demandeur doit :

a) Si les parties ont désigné antérieurement une autorité compétente, demander à celle-ci de nommer le deuxième arbitre.

b) Si l'autorité compétente désignée antérieurement n'est pas disposée à agir en cette qualité ou n'est pas en mesure de le faire, ou si les parties n'ont pas désigné d'autorité compétente, s'adresser à l'une des autorités visées au paragraphe 4 de l'article 7 pour qu'elle procède à cette nomination.

La nomination du deuxième arbitre est laissée à l'appréciation de l'autorité compétente.

4. Si dans les 15 jours de la nomination du deuxième arbitre les deux arbitres ne se sont pas entendus sur le choix de l'arbitre président, le demandeur propose au défendeur, par télégramme ou message télex, le nom d'une ou plusieurs personnes susceptibles d'exercer les fonctions de président. Les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix de l'arbitre président dans les trente jours de la réception par le défendeur de la proposition du demandeur.

5. Si, à l'expiration de ce délai, les parties ne se sont pas entendues sur le choix de l'arbitre président, ou si avant l'expiration de ce délai elles ont conclu qu'elles ne pourraient pas arriver à un accord à ce sujet, l'arbitre président est nommé par l'autorité compétente désignée antérieurement par les parties. Si l'autorité compétente désignée antérieurement n'est pas disposée à agir en cette qualité, ou n'est pas en mesure de le faire, ou si les parties n'ont pas désigné d'autorité compétente, le demandeur propose au défendeur, par télégramme ou message télex, le nom d'une ou plusieurs institutions ou personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'autorité compétente. Les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix de l'autorité compétente dans les 15 jours de la réception par le défendeur de la proposition du demandeur.

6. Si, à l'expiration de ce délai, les parties ne se sont pas entendues sur la désignation de l'autorité compétente, le demandeur s'adresse à l'une des autorités visées au paragraphe 4 de l'article 7 pour qu'elle désigne une autorité compétente. L'autorité à laquelle il est fait appel peut demander à l'une ou l'autre partie les renseignements dont elle estime avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions. Elle communique aux deux parties le nom de l'autorité compétente qu'elle aura désignée. L'autorité compétente peut demander à l'une ou l'autre partie les renseignements dont elle estime avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions.

7. Le demandeur adresse à l'autorité compétente une copie de la notification d'arbitrage, une copie du contrat duquel est né le litige ou auquel il se rapporte et une copie de la convention d'arbitrage si celle-ci ne figure pas dans le contrat.

8. L'autorité compétente nomme l'arbitre président conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 7.

Récusation d'arbitres (articles 9 à 11)

Article 9

1. Chaque partie peut récuser un arbitre, y compris un arbitre unique ou un arbitre président, indépendamment du fait que cet arbitre :

- A été à l'origine proposé ou nommé par elle, ou
- A été nommé par l'autre partie ou une autorité compétente, ou
- A été choisi par les deux parties ou par les autres arbitres,

s'il existe des circonstances de nature à justifier des doutes sur son impartialité ou son indépendance.

2. Les circonstances visées au paragraphe 1 du présent article comprennent tout intérêt d'ordre économique ou personnel dans le résultat de l'arbitrage, tout lien d'ordre familial ou tout lien commercial présent ou passé avec l'une des parties ou avec le conseil ou le mandataire de l'une des parties.

3. Tout arbitre dont la nomination est envisagée signale à ceux qui l'ont pressenti toutes circonstances de nature à justifier des doutes sur son impartialité ou sur son indépendance. Une fois qu'il a été nommé ou choisi, un arbitre signale lesdites circonstances aux parties, s'il ne l'a déjà fait.

Article 10

1. La récusation d'un arbitre doit être faite dans les trente jours suivant la date à laquelle sa nomination a été communiquée à la partie récusante ou dans les trente jours suivant la date à laquelle celle-ci a eu connaissance des circonstances visées à l'article 9.

2. La récusation est notifiée à l'autre partie et à l'arbitre en cause. La notification se fait par écrit et elle doit être motivée.

3. Lorsqu'un arbitre a été récusé par une partie, l'autre partie peut accepter la récusation. L'arbitre peut

également se déporter à la suite de la récusation. Dans les deux cas, un remplaçant est nommé ou choisi selon la procédure applicable à la nomination ou au choix des arbitres qui est prévue aux articles 7 ou 8.

Article 11

1. Si la récusation n'est pas acceptée par l'autre partie et que l'arbitre récusé ne se déporte pas, la décision relative à la récusation est prise :

a) Si la nomination initiale a été faite par une autorité compétente — par ladite autorité compétente.

b) Si la nomination initiale n'a pas été faite par une autorité compétente mais qu'une telle autorité a été désignée antérieurement par ladite autorité compétente.

c) Dans tous les autres cas, par l'autorité compétente qui doit être désignée conformément aux dispositions des articles 7 ou 8.

2. Si, dans les cas visés aux alinéas a, b et c du paragraphe 1, l'autorité compétente admet la récusation, un remplaçant est nommé ou choisi selon la procédure applicable à la nomination ou au choix des arbitres qui est prévue aux articles 7 ou 8; toutefois, dans le cas où cette procédure implique la désignation d'une autorité compétente, la nomination de l'arbitre est faite par l'autorité compétente qui s'est prononcée sur la récusation.

Décès ou démission d'un arbitre; incapacité ou carence d'un arbitre

Article 12

1. En cas de décès ou de démission d'un arbitre pendant la procédure d'arbitrage, un remplaçant est nommé ou choisi selon la procédure applicable à la nomination ou au choix des arbitres qui est prévue aux articles 7 ou 8.

2. En cas d'incapacité ou de carence d'un arbitre, c'est la procédure applicable à la récusation et au remplacement des arbitres prévue aux articles 10 et 11 qui s'applique.

3. En cas de remplacement de l'arbitre unique ou de l'arbitre président, la procédure orale qui a eu lieu avant le remplacement doit être répétée. En cas de remplacement d'un autre arbitre, la décision de répéter cette procédure est laissée à l'appréciation du tribunal arbitral.

Renseignements concernant les arbitres proposés

Article 13

Lorsqu'à l'occasion de la nomination des arbitres la candidature d'une ou de plusieurs personnes est proposée soit par les parties, soit par une autorité compétente, les noms et adresses complets des intéressés ainsi que leur nationalité doivent être indiqués, accompagnés si possible d'une description des titres qui justifient leur nomination en qualité d'arbitres.

SECTION III. — PROCÉDURE ARBITRALE

*Dispositions générales**Article 14*

1. Sous réserve des dispositions du présent règlement, les arbitres peuvent procéder à l'arbitrage comme ils le jugent approprié, pourvu que les parties soient traitées sur un pied d'égalité et avec impartialité.

2. A la demande de l'une ou l'autre partie, les arbitres organisent une procédure orale pour la production de preuves par témoins, y compris des experts, ou pour l'exposition orale des arguments. Si aucune demande n'est formée en ce sens, les arbitres décident s'il convient d'organiser une telle procédure ou si la procédure se déroulera exclusivement sur pièces.

3. Toutes les pièces ou informations que l'une des parties fournit aux arbitres doivent être communiquées en même temps par celle-ci à l'autre partie.

*Lieu de l'arbitrage**Article 15*

1. A défaut d'accord entre les parties sur le lieu de l'arbitrage, ce lieu est déterminé par les arbitres.

2. Les arbitres peuvent fixer l'emplacement de l'arbitrage à l'intérieur du pays ou de la ville choisis par les parties. Ils peuvent entendre des témoins et tenir des réunions préparatoires pour se consulter, en tout lieu qui leur conviendra, compte tenu des besoins de l'arbitrage.

3. Les arbitres peuvent se réunir en tout lieu qu'ils jugeront approprié aux fins d'inspection de marchandises ou d'autres biens et d'examen de pièces. Les parties en seront informées suffisamment longtemps à l'avance pour avoir la possibilité d'assister à la descente sur les lieux.

4. La sentence est rendue au lieu de l'arbitrage.

*Langue**Article 16*

1. Sous réserve de l'accord des parties, les arbitres fixent sans retard, dès leur nomination, la langue ou les langues de la procédure. Cette décision s'applique à la requête, à la réponse, et à tout autre exposé écrit et en cas de procédure orale, à la langue ou aux langues à utiliser au cours de cette procédure.

2. Les arbitres peuvent ordonner que toutes les pièces jointes à la requête ou à la réponse et toutes les pièces complémentaires produites au cours de la procédure qui ont été remises dans leur langue originale soient accompagnées d'une traduction dans la langue ou les langues choisies par les parties ou fixées par les arbitres.

*Requête**Article 17*

1. Dans le délai fixé à cet effet par les arbitres, le demandeur adresse sa requête écrite au défendeur et à

chacun des arbitres. Une copie du contrat et de la convention d'arbitrage, si elle ne figure pas dans le contrat, doit être jointe à la requête.

2. La requête comporte les indications ci-après :

- a) Les noms et adresses des parties;
- b) Un exposé des faits présentés à l'appui de la requête;
- c) Les points litigieux;
- d) L'objet de la demande.

Le demandeur peut joindre à sa requête toutes pièces qu'il juge pertinentes ou y mentionner celles qu'il produira.

3. Au cours de la procédure arbitrale, la requête peut être complétée ou modifiée avec l'autorisation des arbitres à condition que le défendeur ait la possibilité d'exercer son droit de défense à l'égard de ce changement.

*Réponse**Article 18*

1. Dans le délai fixé à cet effet par les arbitres, le défendeur adresse sa réponse écrite au demandeur et à chacun des arbitres.

2. Le défendeur répond aux alinéas *b*, *c* et *d* de la requête (article 17, paragraphe 2). Il peut joindre à sa réponse les pièces sur lesquelles il appuie sa défense ou y mentionner celles qu'il produira.

3. Dans sa réponse, le défendeur peut former une demande reconventionnelle fondée sur le même contrat ou invoquer un droit fondé sur le même contrat comme moyen de compensation.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 17 s'appliquent à la demande reconventionnelle et au droit invoqué comme moyen de compensation.

*Déclinatoire de compétence arbitrale**Article 19*

1. Les arbitres peuvent statuer sur les exceptions prises de leur incompétence, y compris toute exception touchant l'existence ou la validité de la clause compromissoire ou de la convention distincte d'arbitrage.

2. Les arbitres ont compétence pour se prononcer sur l'existence ou la validité du contrat dont la clause compromissoire fait partie. Aux fins de l'article 19, une clause compromissoire qui fait partie d'un contrat et qui prévoit l'arbitrage en vertu du présent Règlement sera considérée comme une convention distincte des autres clauses du contrat. La constatation de la nullité du contrat par les arbitres n'entraîne pas de plein droit la nullité de la clause compromissoire.

3. L'exception d'incompétence doit être soulevée au plus tard lors du dépôt de la réponse ou en cas de demande reconventionnelle, de la réplique. Si elle est soulevée à un stade ultérieur de la procédure, les ar-

bitres peuvent néanmoins la déclarer recevable, à condition que ce retard soit justifié par les circonstances.

4. Les arbitres peuvent statuer sur l'exception d'incompétence en la traitant comme question préalable, ou poursuivre l'arbitrage et statuer sur l'exception dans leur sentence définitive.

Autres pièces écrites; preuves complémentaires

Article 20

1. Les arbitres décident quelles sont, outre la requête et la réponse, les autres pièces écrites que les parties ont l'obligation ou l'autorisation de déposer; ils fixent le délai du dépôt de ces pièces. Toutefois, si les parties conviennent d'un nouvel échange d'écritures, les arbitres recevront celles-ci.

2. Si une demande reconventionnelle est formée dans la réponse, les arbitres donnent au demandeur la possibilité de présenter une réplique écrite.

3. A tout moment de la procédure, les arbitres peuvent demander aux parties de produire des preuves complémentaires, en leur fixant un délai approprié à cet effet.

Délais

Article 21

Les délais fixés par les arbitres pour la communication des écritures ne doivent pas dépasser 45 jours et, dans le cas de la requête, 15 jours. Toutefois, ces délais peuvent être prorogés par les arbitres si ceux-ci jugent que cette prorogation est motivée.

Audiences; témoignages

Article 22

1. En cas de procédure orale, les arbitres notifient aux parties suffisamment à l'avance la date, l'heure et le lieu de la procédure.

2. Si des témoins doivent être entendus, chaque partie communique, quinze jours au moins avant l'audience, aux arbitres et à l'autre partie, les noms et adresses des témoins qu'ils veulent citer en précisant la langue dans laquelle ces témoins déposeront.

3. Les arbitres prennent des dispositions pour faire assurer l'interprétation des exposés oraux faits à l'audience et établir un procès-verbal sténographique de l'audience, s'ils jugent que l'une ou l'autre de ces mesures s'imposent eu égard aux circonstances de l'espèce ou si les parties en sont convenues et ont notifié cet accord aux arbitres quinze jours au moins avant l'audience.

4. L'audience se déroule à huis clos, sauf convention contraire des parties. Avec le consentement des parties, les arbitres peuvent autoriser des personnes autres que les parties et leur conseil ou mandataire à assister à l'audience. Ils peuvent demander que des témoins se retirent pendant la déposition d'autres

témoins. Ils sont libres de fixer la manière dont les témoins sont interrogés.

5. La preuve par témoins peut également être administrée sous la forme de déclarations écrites signées par les témoins.

6. Les arbitres sont juges de la recevabilité, de la pertinence et de l'importance des preuves présentées.

Mesures conservatoires provisoires

Article 23

1. A la demande de l'une ou l'autre partie, les arbitres peuvent prendre toutes mesures provisoires qu'ils jugent nécessaires en ce qui concerne l'objet du litige, notamment les mesures conservatoires pour les marchandises litigieuses, en prescrivant par exemple leur dépôt entre les mains d'un tiers ou la vente de denrées périssables.

2. Ces mesures provisoires peuvent être prises sous la forme d'une sentence provisoire. Les arbitres peuvent exiger un cautionnement au titre des frais occasionnés par ces mesures.

3. Une demande de mesures provisoires peut également être adressée à une autorité judiciaire. Cette demande ne doit pas être considérée comme incompatible avec la convention d'arbitrage ni comme une renonciation au droit de se prévaloir de ladite convention.

Experts

Article 24

1. Les arbitres peuvent nommer un ou plusieurs experts chargés de leur faire rapport par écrit sur les points précis qu'ils détermineront. Une copie du mandat de l'expert, tel qu'il a été fixé par les arbitres, sera communiquée aux parties.

2. Les parties fournissent à l'expert tous renseignements appropriés ou soumettent à son inspection toutes pièces ou toutes choses pertinentes qu'il pourrait leur demander. Tout différend s'élevant entre une partie et l'expert au sujet du bien-fondé de la demande sera soumis aux arbitres qui trancheront.

3. Dès réception du rapport de l'expert, les arbitres communiquent une copie de ce rapport aux parties, lesquelles auront la possibilité de formuler par écrit leur opinion à ce sujet. Les parties ont le droit d'examiner tout document invoqué par l'expert dans son rapport.

4. A la demande de l'une ou l'autre des parties, l'expert, après la remise de son rapport, peut être entendu à une audience à laquelle les parties et leur conseil ou mandataire ont la possibilité d'assister et de l'interroger. A cette audience, l'une ou l'autre des parties peut faire venir en qualité de témoins des experts qui déposeront sur les questions litigieuses. Les dispositions de l'article 22 sont applicables à cette procédure.

*Défaut de présentation de la requête ou de la réponse;
défaut de comparution d'une partie*

Article 25

1. Si, dans les délais fixés par les arbitres à l'article 17, le demandeur ne présente pas sa requête, les arbitres peuvent lui accorder un nouveau délai pour lui permettre de le faire. Si, à l'expiration de ce nouveau délai, il n'a pas présenté sa requête sans invoquer de motif légitime, les arbitres rendent une ordonnance de clôture de la procédure arbitrale.

2. Si, dans les délais fixés par les arbitres à l'article 18, le défendeur ne présente pas sa réponse sans invoquer de motif légitime, les arbitres peuvent poursuivre l'arbitrage.

3. Si l'une des parties ne comparait pas à l'audience régulièrement convoquée conformément au présent règlement sans invoquer de motif légitime, les arbitres peuvent poursuivre l'arbitrage et la procédure sera réputée contradictoire.

4. Si, après avoir été dûment notifiée, l'une des parties, sans invoquer de motif légitime, ne produit pas de pièces alors qu'il doit être statué uniquement sur pièces, les arbitres peuvent statuer sur la base des éléments de preuve dont ils disposent.

Renonciation au droit de se prévaloir du présent règlement

Article 26

Toute partie qui, bien qu'elle sache que l'une des dispositions ou des conditions énoncées dans le présent règlement n'a pas été respectée, poursuit néanmoins l'arbitrage sans formuler d'objection, est réputée avoir renoncé à son droit de faire objection.

SECTION IV. — LA SENTENCE

Forme et effet de la sentence

Article 27

1. Les arbitres peuvent rendre non seulement des sentences définitives, mais également des sentences provisoires, interlocutoires ou partielles.

2. La sentence est obligatoire pour les parties. Elle est rendue par écrit et elle est motivée, à moins que les deux parties soient expressément convenues qu'elle ne doit pas l'être.

3. Lorsque les arbitres sont au nombre de trois, la sentence est rendue à la majorité des voix.

4. La sentence est signée par les arbitres. Lorsque les arbitres sont au nombre de trois, l'absence de la signature de l'un d'entre eux ne porte pas atteinte à la validité de la sentence. Le motif pour lequel la signature d'un arbitre manque est mentionné dans la sentence.

5. La sentence ne peut être publiée qu'avec le consentement des deux parties.

6. Des copies de la sentence signées par les arbitres sont communiquées par ceux-ci aux parties.

7. Si la loi en matière d'arbitrage du pays dans lequel la sentence est rendue impose le dépôt ou l'enregistrement de la sentence, les arbitres satisfont à cette obligation dans le délai prévu par la loi.

Loi applicable

Article 28

1. Les arbitres appliquent la loi désignée par les parties comme étant la loi applicable au fond du litige. Cette indication doit figurer expressément dans le contrat ou découler clairement des stipulations du contrat.

2. A défaut d'une telle indication par les parties, les arbitres appliquent la loi désignée par la règle de conflit de lois qu'ils jugent applicable en l'espèce.

3. Les arbitres ne statuent *ex aequo et bono* (en qualité d'"amiables compositeurs") que s'il y ont été expressément autorisés par les parties et si ce type d'arbitrage est permis par la loi régissant l'arbitrage du pays dans lequel la sentence est rendue.

4. Dans tous les cas, les arbitres tiennent compte des stipulations du contrat et des usages du commerce.

Transaction ou autres motifs de clôture de la procédure

Article 29

1. Si, avant que la sentence ne soit rendue, les parties conviennent d'une transaction qui règle le litige, les arbitres rendent une ordonnance de clôture de la procédure arbitrale ou, si les deux parties leur en font la demande et s'ils l'acceptent, constatent le fait par une sentence arbitrale rendue d'accord partie. Cette sentence n'a pas à être motivée. Si, avant que la sentence ne soit rendue, il devient inutile ou impossible pour toute autre raison de poursuivre la procédure arbitrale, les arbitres informent les parties de leur intention de rendre une ordonnance de clôture de la procédure. Les arbitres sont autorisés à rendre cette ordonnance à moins que l'une des parties ne s'oppose à la clôture.

2. Les arbitres fixent les frais d'arbitrage visés à l'article 33 dans le texte de l'ordonnance de clôture de la procédure arbitrale ou de la sentence arbitrale rendue d'accord partie. Sauf convention contraire entre les parties, les arbitres répartissent ces frais entre les parties comme ils le jugent approprié.

3. Les arbitres adressent aux parties une copie de l'ordonnance de clôture de la procédure arbitrale ou de la sentence rendue d'accord partie, par eux dûment signée. Les dispositions du paragraphe 7 de l'article 27 sont applicables aux sentences arbitrales rendues d'accord partie.

Interprétation de la sentence

Article 30

1. Dans les 30 jours de la réception de la sentence, l'une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander aux arbitres d'en donner une interprétation. Cette interprétation lie les parties.

2. L'interprétation est donnée par écrit dans les 45 jours de la réception de la demande et les dispositions des paragraphes 3 à 7 de l'article 27 lui sont applicables.

Rectification de la sentence

Article 31

1. Dans les 30 jours de la réception de la sentence, l'une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander aux arbitres de rectifier dans le texte de la sentence toute erreur de calcul, toute erreur matérielle ou typographique ou toute erreur de même nature. Les arbitres peuvent dans les 30 jours de la communication de la sentence aux parties, faire ces rectifications de leur propre initiative.

2. Ces rectifications sont faites par écrit et les dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 27 leur sont applicables.

Sentence additionnelle

Article 32

1. Dans les 30 jours de la réception de la sentence, l'une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander aux arbitres de rendre une sentence additionnelle sur des chefs de demande exposés au cours de la procédure d'arbitrage mais omis dans la sentence.

2. Si les arbitres jugent la demande justifiée et estiment que l'omission peut être rectifiée sans nécessiter de nouvelles audiences ou de nouveaux témoignages, ils complètent leur sentence dans les 60 jours qui suivent la réception de la demande.

3. Les dispositions des paragraphes 2 à 7 de l'article 27 sont applicables à la sentence additionnelle.

Frais

Article 33

1. Les arbitres fixent les frais d'arbitrage dans leur sentence. Les "frais" comprennent notamment :

a) Les honoraires des arbitres, indiqués séparément et fixés par les arbitres eux-mêmes;

b) Les frais de déplacement et autres dépenses faites par les arbitres;

c) Les émoluments des experts consultés et les frais encourus pour toute autre aide demandée par les arbitres;

d) Les frais de déplacement des témoins, dans la mesure où ils ont été approuvés par les arbitres;

e) Les indemnités représentant les honoraires du conseil de la partie qui triomphe, lorsque cette indemnisation constitue l'un des chefs de la demande d'arbitrage et dans la mesure où les arbitres jugent une telle indemnisation raisonnable.

f) Tous honoraires demandés par l'autorité compétente pour ses services.

2. Les frais d'arbitrage sont en principe à la charge de la partie qui succombe. Toutefois, les arbitres peuvent les répartir entre les parties, s'ils jugent que cela est raisonnable.

Consignation du montant des frais

Article 34

1. Dès leur nomination, les arbitres peuvent requérir chaque partie de consigner une même somme à titre d'avance à valoir sur les frais d'arbitrage.

2. Au cours de la procédure d'arbitrage, les arbitres peuvent requérir les parties de consigner d'autres sommes.

3. Si les sommes dont la consignation est requise ne sont pas intégralement versées dans les 30 jours de la communication de la requête, les arbitres notifient le fait aux parties et offrent à l'une ou l'autre d'entre elles la possibilité d'effectuer le versement demandé.

4. Les arbitres rendent compte aux parties de l'utilisation des sommes reçues en dépôt; ils leur restituent tout solde non dépensé.

2. — Rapport du Secrétaire général : projet révisé de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international (Règlement d'arbitrage de la CNUDCI [additif] : commentaire du projet de règlement d'arbitrage de la CNUDCI (A/CN.9/112/Add.1)*

SECTION I

Commentaire de l'article premier

Introduction

1. L'objectif du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI est de faciliter l'arbitrage de litiges découlant de transactions commerciales internationales. Cet objectif apparaît clairement dans le titre "Règlement re-

latif à l'arbitrage commercial international", ainsi que dans certaines dispositions du Règlement concernant le caractère international de l'arbitrage, comme celles qui prévoient que s'il doit être nommé un arbitre unique ou un arbitre président, celui-ci doit être d'une nationalité différente de celles des parties (par. 1 de l'article 7 et par. 2 de l'article 8).

2. Le Règlement ne contient cependant aucune disposition en limitant le champ d'application aux litiges découlant de transactions commerciales inter-

* 12 décembre 1975.